



## Nuclear Transparency Watch

Rapport "Emergency Preparedness & Response (EP&R) situation in Europe"

### **Étude de NTW sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire en Europe**

#### **Résumé analytique**

Ce rapport de NTW a réuni 21 membres de 10 pays européens (Allemagne, Belgique, Bulgarie, France, Irlande, Luxembourg, République tchèque, Slovénie, Suède et Ukraine). De nombreuses mesures EP&R (telles que les normes d'exposition, les niveaux d'intervention, les zonages, les arrangements transfrontières, etc.) ont été explorées afin de donner un aperçu des dispositions européennes et nationales existantes en matière de préparation et de réponse aux accidents nucléaires. Le rapport vise à fournir une évaluation du point de vue de la société civile et à informer le public sur la situation en Europe.

Les membres du groupe de travail "Emergency Preparedness and Response" (EP&R WG), mars 2015

## Résumé analytique

L'accident de Fukushima en Mars 2011 a intensifié les préoccupations européennes sur les dispositions concernant la préparation et la réponse aux situations d'urgence nucléaire (couramment appelé en anglais "Emergency Preparedness and Response" EP&R). Bien que la Commission européenne et le groupe des régulateurs européens dans le domaine de la sûreté nucléaire (ENSREG) aient lancé un processus de "Stress Tests" pour toutes les centrales nucléaires en exploitation en Europe, ce processus ne prévoit pas de provisions EP&R hors-site. Quant aux tentatives ultérieures de la Commission européenne sur les mesures hors-site, elles n'ont pas encore abouti concrètement. Ceci est contraire à la notion de "défense en profondeur" dans le domaine de la sûreté nucléaire définie par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Partant de ce constat, Nuclear Transparency Watch (NTW) a mené une enquête EP&R hors-site, qui met en évidence de nombreuses lacunes dans les dispositions EP&R et la nécessité d'améliorations.

Les mesures d'intervention et plans d'urgence existants sont principalement basés sur des accidents nucléaires de niveau 5 sur l'échelle INES (International Nuclear Event Scale) et ne pourraient pas faire face à des accidents de niveau INES 7, qui correspond au niveau des accidents de Tchernobyl et de Fukushima. Le rapport NTW fournit des analyses qui expliquent ce manque de préparation aux situations d'urgences nucléaires.

**Exercices d'urgence - NTW observe que de nombreuses autorités régionales et locales ne sont pas suffisamment préparées pour une situation d'accident nucléaire.** Elles manquent de personnels spécifiques, de plans d'évacuation et d'exercices complets impliquant la population locale. Les leçons à tirer des exercices d'urgence ne sont souvent pas reprises dans les nouveaux plans d'intervention, ni communiquées aux parties prenantes. NTW estime qu'il est nécessaire de développer un cadre juridique exigeant la participation des organisations de la société civile, dans le même esprit que la Convention d'Aarhus et en conformité avec ses exigences.

**Prise en compte des récentes évolutions - NTW identifie une mauvaise actualisation des changements spatiaux récents** (nouveaux quartiers résidentiels, centres commerciaux, centres médicaux, écoles, routes, etc.) et **des dernières évolutions de la technologie** (Internet, téléphones mobiles, nouveaux médias sociaux, disponibilité d'instruments de mesure de radiation, etc.). Lors de la catastrophe de Fukushima, les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la façon dont les citoyens se sont informés au Japon et ailleurs. Ce genre de dynamique n'est pas pris en compte dans les plans nationaux EP&R. Les plans d'interventions omettent également de prendre en considération la dimension transfrontalière et le caractère multilingues, multinational et multiculturel des sociétés européennes contemporaines. Comment les autorités responsables vont-elles utiliser les nouveaux moyens de communication pour envoyer rapidement les informations pertinentes à un large public? Comment vont-elles gérer la diffusion d'informations contradictoires ou de fausses rumeurs?

**Communication – NTW constate que même pendant les exercices d'urgence, les lignes de communication et de notification des institutions responsables ne fonctionnent pas correctement.** Les données des personnels responsables sont parfois fausses ou périmées. Certains services d'administrations concernés ne communiquent pas entre eux, et pour d'autres, leur communication est insuffisante ou retardée. Par exemple, en Allemagne, les équipes de crise du ministère fédéral et des ministères régionaux de l'environnement ont marqué un échec dans un exercice de communication réalisé en septembre 2014. Les résultats montrent que plus d'un million d'habitants auraient été touchés par les rejets radioactifs avant de recevoir un avertissement des autorités et certaines régions auraient reçu les instructions de sécurité (comme par exemple fermer les fenêtres et les portes) cinq heures trop

tard. Comment la communication peut-elle être assurée entre deux pays voisins si elle est déjà si chaotique au niveau national?

**Distribution de comprimés d'iode - L'hétérogénéité des mesures** (comme la distribution d'iode ou les périmètres d'évacuation) **dans différents pays européens est une dimension transfrontière cruciale.** Cette hétérogénéité est potentiellement une source de chaos, de perte de crédibilité et peut surtout conduire à l'échec dans la protection de la population. A titre d'exemple, en Autriche et au Luxembourg, les comprimés d'iode peuvent être collectés dans n'importe quelle pharmacie sur l'ensemble du territoire. En République tchèque, les comprimés d'iode sont pré-distribués et entreposés dans les foyers seulement pour les zones d'urgence de 13 km autour de la centrale nucléaire de Temelin et de 20 km autour de la centrale nucléaire de Dukovany. En Belgique et en France, la pré-distribution de comprimés d'iode est prévue, respectivement, dans des zones de 20 km et de 10 km autour des centrales nucléaires. Pour les résidents qui vivent en dehors des zones de pré-distribution, des stocks sont prévus en pharmacie pour être distribués après l'accident nucléaire. En Allemagne, les comprimés d'iode doivent être collectés par le public lui-même après l'accident. La question est alors de savoir si les comprimés d'iode seront pris à temps par la population touchée? Avant la catastrophe de Fukushima, des stocks de comprimés d'iode étaient prévus, mais comme les autorités n'ont pas su donner d'instructions appropriées au public, les comprimés d'iode ont été distribués qu'à un très petit nombre de résidents vivant aux alentours de la centrale endommagée.

**Les normes alimentaires - Il y a un besoin de clarification des normes alimentaires et de leur harmonisation, en particulier dans le contexte post-accident.** Le rapport NTW constate qu'il existe différentes normes alimentaires concernant les limites de radioactivité. Par exemple, selon le FAO et l'OMS, la limite de la radioactivité totale attribuable à Cs-137(Codex Alimentarius) est de 100 Bq/kg pour les aliments de base et de 50 Bq/kg pour le lait et les aliments pour nourrissons. D'un autre côté, l'Union européenne a imposé des limites différentes pour l'importation de denrées alimentaires provenant de zones touchées par un accident nucléaire. Suite à la catastrophe de Tchernobyl, l'UE a introduit une limite de 370Bq/kg pour les aliments destinés aux nourrissons et les produits laitiers, et 600 Bq/kg pour les autres aliments. En réaction à l'accident nucléaire de Fukushima, l'UE a introduit des valeurs limites provisoires s'élevant à 200 et 500 Bq/kg pour les produits importés du Japon. Une répétition d'un tel chaos dans les normes alimentaires doit être évité à tout prix. Ce genre de confusion provoque la méfiance envers les institutions responsables. L'UE devrait assurer une harmonisation à travers l'Europe et créer un ensemble de normes transparentes, scientifiquement valables et acceptées publiquement.

**NTW appelle à une implication systématique des citoyens et de la société civile.** L'étude de NTW rend évident que l'approche "top-down" habituellement utilisée dans les mesures EP&R ne fonctionne pas. Une participation des populations locales et des organisations de la société civile active permettrait d'accroître la portée des exercices d'évacuation, de réduire l'utilisation de données fausses ou désuètes et de surmonter les obstacles transfrontaliers. Les limitations actuelles, dues à une réticence à inclure l'inattendu, doivent être surmontées et répondre à la complexité que présentent les diverses situations possibles d'urgence nucléaire. Le Parlement européen, la Commission européenne, les gouvernements nationaux, les organismes régionaux et les municipalités, ensemble avec les opérateurs nucléaires, doivent assurer l'accès à des informations pertinentes aux citoyens intéressés et aux organisations de la société civile, ainsi que leur participation. Pour atteindre cet objectif, des plates-formes inclusives et participatives, comme le montre l'exemple de l'association française des comités et commissions locales d'information sur l'énergie nucléaire (ANCCLI), devraient être créées.